

**CIHM
Microfiche
Series
(Monographs)**

**ICMH
Collection de
microfiches
(monographies)**



Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques

© 1994

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

Coloured covers/
Couverture de couleur

Coloured pages/
Pages de couleur

Covers damaged/
Couverture endommagée

Pages damaged/
Pages endommagées

Covers restored and/or laminated/
Couverture restaurée et/ou pelliculée

Pages restored and/or laminated/
Pages restaurées et/ou pelliculées

Cover title missing/
Le titre de couverture manque

Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées

Coloured maps/
Cartes géographiques en couleur

Pages detached/
Pages détachées

Coloured ink (i.e. other than blue or black)/
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)

Showthrough/
Transparence

Coloured plates and/or illustrations/
Planches et/ou illustrations en couleur

Quality of print varies/
Qualité inégale de l'impression

Bound with other material/
Relié avec d'autres documents

Continuous pagination/
Pagination continue

Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/
La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure

Includes index(es)/
Comprend un (des) index

Title on header taken from: /
Le titre de l'en-tête provient:

Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/
Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.

Title page of issue/
Page de titre de la livraison

Caption of issue/
Titre de départ de la livraison

Masthead/
Générique (périodiques) de la livraison

Additional comments: /
Commentaires supplémentaires:

This item is filmed at the reduction ratio checked below /
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	14X	18X	22X	26X	30X
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12X	16X	20X	24X	28X	32X

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

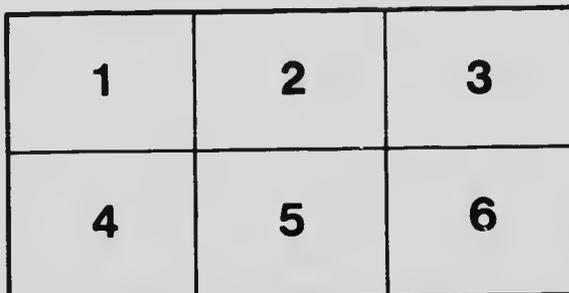
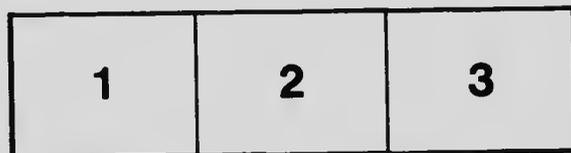
National Library of Canada

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol \rightarrow (meaning "CONTINUED"), or the symbol ∇ (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:



L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

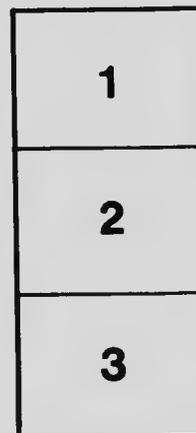
Bibliothèque nationale du Canada

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

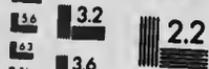
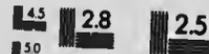
Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole \rightarrow signifie "A SUIVRE", le symbole ∇ signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax



DISCOURS
Pelland
SUR LE BUDGET *1904*

PRONONCÉ PAR

L'Hon. J. C. J. S. McCorkill

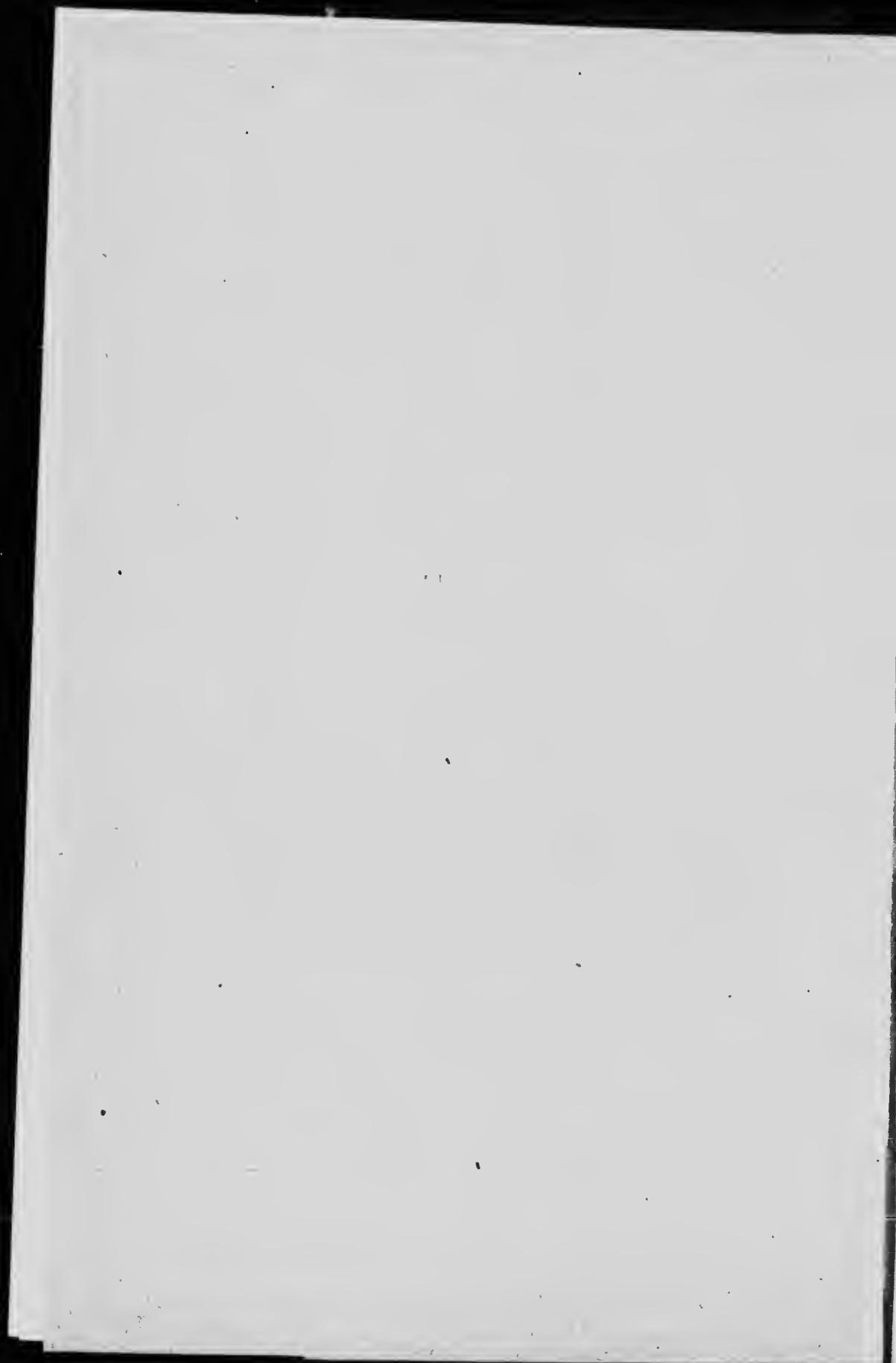
Trésorier de la Province

A L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE QUEBEC

Le 19 AVRIL 1904.

QUEBEC :
IMPRIMÉ PAR LA CIE DE PUBLICATION "LE SOLEIL."

1904



DISCOURS
SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'Hon. J. C. J. S. McCorkill

Trésorier de la Province

A L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE QUEBEC

Le 19 AVRIL 1904.

*Réponse à la critique de
l'hon. H. P. Lévesque.*

QUEBEC :

IMPRIMÉ PAR LA CIE DE PUBLICATION "LE SOLEIL."

1904

HT 2056

Q8

m326

DISCOURS SUR LE BUDGET

Monsieur l'Orateur,

Il s'est écoulé près de sept ans depuis que les électeurs de cette province, dans leur sagesse, ont confié l'administration des affaires publiques au très-regretté feu l'honorable Félix Merchand.

En entrant en fonction, il entreprit, en sus de la direction du cabinet, la tâche difficile et responsable d'administrer et de rétablir nos finances. L'histoire dira avec quel talent et quel succès il arriva à ce but.

Parmi les membres de talent, de cette Chambre, qu'il appela à son aide, se trouvait un homme que j'ai connu depuis mes jours de collège, avec qui j'avais fait campagne dans les batailles politiques, et avec qui j'avais lutté sur les tribunaux, un homme dont je puis alors parler avec une certaine connaissance de cause, homme de grands talents, d'une habileté reconnue, d'un jugement sain, d'une éloquence facile et distinguée, un homme solide, franc, aux idées larges de progrès, feu l'honorable Thomas Duffy.

L'histoire dira aussi avec quels succès M. Duffy a dirigé le département des Travaux publics, de 1897 à 1900.

Le 25 septembre 1900, M. Marchand, après une longue vie consacrée à sa profession, à la politique, à la littérature et à ses devoirs sociaux et de famille, après avoir rempli l'engagement pris envers ses compatriotes, et rétabli l'équilibre dans nos finances, jouissant du respect et de la confiance de ses concitoyens, sans distinction de race ou de croyance, fut appelé à aller recevoir au ciel sa suprême récompense.

ADMINISTRATION PARENT.

Il eut pour successeur, dans la direction du cabinet, notre respecté chef netuel, et au trésor, feu l'honorable M. Duffy.

Je n'ai pas besoin de dire aux membres de cette Chambre avec quel dévouement, avec quel désintéressement et quelle habileté M. Duffy surveilla nos finances pendant les trois ans qu'il fut notre trésorier, car il le savent même mieux que moi.

Peu d'hommes publics de notre époque ont reçu, tant de leurs adversaires que de leurs collègues et partisans, un plus beau témoignage que celui qui fut rendu quand on apprit, dans l'après-midi du 2 juillet dernier, qu'il venait de rendre le dernier soupir.

Le premier ministre de la province me fit l'honneur de me demander d'accepter le portefeuille de trésorier, et bien que je sentisse que d'autres membres distingués de cette Chambre auraient pu remplir ces fonctions avec plus de talent que je ne pouvais peut-être le faire moi-même, je compris qu'il était de mon devoir d'accepter son offre. Je renonçai à mon siège au Conseil législatif, et j'acceptai la mise en nomination dans le comté de Brome rendu vacant par la mort de M. Duffy.

Je désire très sincèrement remercier les membres de cette Chambre de l'accueil cordial qu'ils m'ont fait, et je veux surtout remercier les membres de la droite, en général et sans distinction de nationalité, pour l'appui si loyal que tous et chacun d'eux m'ont donné depuis que j'ai accepté la position.

Je n'ai pas besoin de vous dire, M. l'Orateur, que depuis

lo peu de temps que je suis entré en fonction, en qualité de trésorier, (car vous savez que la bonne partie de mon temps a été employée à défendre un siège que j'avais en tant de difficulté à gagner), j'ai reconnu que la tâche de se mettre parfaitement au courant des finances de la Province était difficile. En examinant les états financiers de plusieurs de mes prédécesseurs, j'ai reconnu qu'ils n'avaient accepté cette position qu'avec un certain degré d'hésitation et de malaise, et souvent qu'ils avaient demandé l'indulgence de cette Chambre en lui présentant leur état financier annuel.

Il est certain que si je n'avais eu des collaborateurs habiles, dévoués et zélés pour m'aider dans mes fonctions, je n'aurais jamais présenté aujourd'hui, à cette Chambre, l'état financier de l'année qui s'est terminée le 30 juin dernier.

Les comptes publics ont été déposés sur la table à l'ouverture de la Chambre. Ils prouvent que les opérations financières de la Province, pendant l'année dernière, ont été très heureuses, et je suis certain que vous l'avez tous reconnu depuis.

L'histoire nous dit maintenant que le temps des déficits successifs qui se sont élevés à la somme énorme de \$987,316.48 pendant l'exercice financier de 1896-97, a fait place, grâce à l'administration sage et prudente de nos finances par M. Marchand, à des surplus divers dont le plus important fut de \$22,820.05 ; et les comptes publics de l'année dernière démontrent que l'on a continué le même système d'administration sage, prudente et habile de nos finances, sous la direction de M. Duffy, qui a laissé comme monument élevé à sa mémoire le beau surplus de \$103,712.22.

Il est évident, M. l'Orateur, que n'ayant rien eu à faire avec l'administration des affaires de la Province, je suis par cela même mieux placé pour rendre hommage à mes prédécesseurs et à leurs collègues, et je déclare, sans crainte d'être contredit par aucun citoyen désintéressé et au jugement droit, que l'administration de nos finances depuis 1897 a été à l'abri de toute critique et de tous reproches.

RECETTES ET DÉPENSES 1902-3

Maintenant, M. l'Orateur, permettez-nous d'ouvrir les comptes publics de la dernière année financière et d'examiner le contenu. Ils nous démontrent entre autres choses que les recettes et les dépenses se sont élevées à :

Recettes ordinaires.....	\$ 4,699,772 87
Dépenses ordinaires.....	4,530,616 88
	<hr/>
Surplus	\$ 169,155 99
Les dépenses extraordinaires ont été de.....	\$ 65,443 77
	<hr/>
Le surplus des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires et extraordinaires a donc été de.....	\$ 103,712 22

Les recettes et les dépenses totales à part les subsides de chemins de fer, celui du Pont de Québec, la construction du chemin de fer Q. M. O. & O. et les montants payés et reçus pour la conversion de la dette, si son élève à :

Recettes.....	\$ 4,746,357 98
Dépenses.....	4,702,629 88
	<hr/>
Excédent des recettes.....	\$ 43,728 10

PREVISIONS BUDGETAIRES

Nous voyons aussi que les prévisions budgétaires de cette même année étaient :

Recettes ordinaires.....	\$ 4,399,916 10
Dépenses ordinaires.....	4,340,021 16
	<hr/>
Surplus prévu.....	\$ 59,894 94
	<hr/>
Les recettes ordinaires réelles ont été de.....	\$ 4,699,772 87
Les prévisions des recettes ordinaires étaient comme ci-dessus de.....	4,399,916 10
	<hr/>
Excédent des recettes réelles sur les prévisions.....	\$ 299,856 77
	<hr/>

Les dépenses ordinaires réelles telles que déjà données étaient de.....	\$4,530,616 88
Les dépenses ordinaires prévues telles que déjà données étaient de.....	4,340,021 16
	<hr/>
Laissant un excédent des dépenses réelles sur les dépenses prévues de.....	\$ 190,595 72

J'ai constaté que certaines parties des recettes et des dépenses varient beaucoup d'une année à une autre. En établissant l'état des recettes et des dépenses, il faudra prendre en considération l'expérience des années passées, ainsi que les probabilités de l'année suivante, basées sur l'aspect général et la prospérité de la province.

Les différents services qui ont dépassé les prévisions ont produit la somme de.	\$.420,395.04
Les services qui n'ont pas atteint les prévisions se sont élevés à.	\$.120,538.27
	<hr/>

Soit un excédent des recettes réelles sur les prévisions, de..... \$299,856.77

Voici quels sont les principaux services dont les recettes ont excédé les prévisions :

Intérêt sur le prix du chemin de fer Q. M. O. & O.	\$ 6,216.67
Fonds des bâtisses et des jurés (composé surtout d'arrérages)	62,737.73
Licences.	42,602.07
Terres, Mines et Pêcheries	257,186.46
Taxes sur corporations commerciales.	16,338.23
Entretien des aliénés.	14,486.58
Législation.	7,538.95

Je désire faire quelques observations sur deux de ces services : 1o les licences ; 2o les terres.

LOI DES LICENCES.

Je crois que nous avons une bonne loi des licences ; certainement elle n'est pas parfaite, mais au fur et à mesure que les imperfections en deviendront évidentes, le gouvernement

l'améliorera. Le dernier trésorier avait l'intention de faire une enquête sur le fonctionnement de la loi. Mais malheureusement sa mort, peu de temps après la clôture de la dernière session, l'en a empêché. Je partage entièrement l'idée d'une enquête de cette nature, et j'espère, après la session, pouvoir en faire l'essai de manière à satisfaire les parties intéressées.

Les recettes provenant des licences constituent un appoint important du revenu de la province. Le total dérivant de cette source s'est élevé, l'année dernière, à. \$692,602 07
 Il avait été l'année précédente de. 681,229 18

Différence. 11,372 89

En 1900-1901 il était de. \$661,968 23
 Soit de moins que l'année dernière. 30,633 84

DETAILS, 1902-1903.

Les principales parties de la somme reçue de cette source proviennent des licences suivantes :

Licences d'hôtels. \$203,135 61
 Restaurants. 170,882 50
 Magasins de liqueurs en détail. 180,826 78
 Magasins de liqueurs en gros et en détail. 12,250 00
 Magasins de liqueurs en gros. 8,179 16

TERRES, ETC.

M. l'Orateur, un mot maintenant du département que l'honorable chef de cette Chambre, quoi qu'en aient dit et puissent dire ses adversaires, a dirigé, d'une manière si remarquable, avec tant d'honneur pour lui-même, de profit pour notre trésor et de bénéfice pour notre province et ses habitants.

L'année dernière, le premier ministre a remis au trésorier la jolie somme de \$1,455,386.46.

Les principales sources de cette somme sont :

Droits de coupe de bois.	\$667,631 96
Vente de licences de coupe de bois.	352,004 58
Location de terrains.	187,206 25
Vente de terres de la Couronne.	76,776 66
Pêcheries.	63,119 93

M. l'Orateur.—Il doit être clairement évident qu'un département dont le revenu excède de 30 pour cent le revenu total de toutes sources de notre province, doit être d'une importance réelle, et je vous assure que nul ne le constate mieux que le trésorier. C'est certainement le département le plus occupé, le plus chargé de besogne et d'ennuis, et qui demande, pour être administré avec succès et profit, une grande habileté en affaires et un esprit de prévoyance de premier ordre. Ce département, ainsi que son confrère le département de la colonisation, ont été signalés au public de la province par une tentative faite dans le but de donner à croire que notre domaine public était exploité dans l'intérêt de la république voisine, que nos terres à bois étaient dévastées et que nos pionniers, nos colons sont maltraités et sacrifiés.

Les ministres de l'agriculture et de la colonisation ont réfuté avec talent les accusations et les insinuations de nos adversaires, dans les discours qu'ils ont prononcés à propos de l'adresse à l'ouverture de la session.

Ils ont démontré clairement, en basant leurs remarques sur les opinions des plus grands experts en matières forestières et des marchands de bois les plus expérimentés de la province, sans distinction de politique, que si nos forêts pouvaient être préservées des incendies, en vertu des règlements en force limitant le diamètre des arbres à couper, elles se renouvelleraient d'elles-mêmes dans un laps de 18 à 25 ans, et que par conséquent elles ne pourraient pas être détruites ni épuisées.

De plus, la province doit continuer à jouir des avantages suivants :

1. Aide des marchands de bois pour la protection des forêts contre le feu.—Il faudrait une armée d'hommes et une gran-

de partie du revenu du département pour protéger d'une manière absolue nos forêts contre le feu, sans l'aide que l'on reçoit actuellement des marchands de bois.

2. Location de terrains à trois piastres par mille par an, pour chaque mille de limites louées aux marchands de bois s'élevant à \$187,206.25.

M. l'Orateur.—Il est évident que si mon département n'était pas directement et vitalement intéressé dans l'une des questions qui fait l'objet des critiques, je ne me permettrais pas d'abuser de votre temps pour faire maintenant des réflexions personnelles.

Cependant, M. l'Orateur, en face de la demande de nos adversaires, que la politique inaugurée par eux dès la confédération et continuée tout le temps qu'ils ont été au pouvoir, devrait être entièrement changée parce que nous l'avons perfectionnée et que nous l'avons rendue profitable, grâce à des mesures sages et intelligentes, en face de la demande que l'on nous fait de cesser la location de nos limites à bois, ce qui serait un coup terrible porté à la prospérité future de la province, je sais que je dois élever la voix pour protester contre cette prétention.

TAXES ABOLIES

En 1895-6, le gouvernement, dont le chef de l'opposition était alors premier ministre, a perçu en taxes directes qui ont été abolies depuis, la somme ronde de \$281,490.69 des sources suivantes :

Transports de propriétés.	\$184,254 50
Licences de manufactures et de commerce.	79,728 52
Sur certaines personnes.	17,507 67

\$281,490 69

Nous avons été privés de cette source de revenu depuis que nous sommes au pouvoir, et je sais que j'exprime le sentiment de cette Chambre, que dis-je, de la province, en disant que l'on n'en désire pas le rétablissement.

Toutefois, M. l'Orateur, si à notre époque de développement, une de nos sources actuelles de revenu nous était enlevée, qu'aurions-nous à faire ?

Est-il un être au monde assez aveugle pour ne pas voir que, dans ce cas, nous nous trouverions fatalement en face de ces deux alternatives : faire de nouveaux emprunts, ou recourir à la taxe directe.

Ces deux alternatives répugnent au parti libéral, tandis que nos adversaires semblent les regarder avec calme et sang froid.

Nous ne pouvons donc consentir à tomber dans une politique qui, nous en sommes certains, ferait renaître l'âge des déficits, et rendrait nécessaires de nouveaux emprunts ou de nouvelles taxes directes.

Nous sommes convaincus, d'après les connaissances acquises par une étude sérieuse de toutes les questions relatives à nos terres à bois, que notre domaine public doit être administré de telle manière que, si nous pouvons préserver nos forêts de destruction ou de dommages par le feu, nous pourrions continuer à retirer un revenu qui, avec nos autres ressources, nous empêchera de nous endetter davantage pour un long espace de temps, ou jusqu'à l'époque où de nouveaux colons seront établis sur toutes nos terres.

Revenant aux services qui ont rapporté au revenu moins qu'il n'était prévu, en voici les principaux :

Honoraires judiciaires.	\$ 4,475 33
Droits sur les successions.	106,179 45
"Gazette Officielle".	1,655 06
Taxes sur subventions de chemins de fer.	6,646 54

DROITS SUR LES SUCCESSIONS

On avait prévu que les droits sur les successions devaient rapporter.	\$ 260,000 00
Le montant réel perçu a été de.	153,820 55
Différence	<u>\$ 106,179 45</u>

Pour l'année finissant le 30 juin 1901, le montant provenant de cette source avait été de.....	\$ 163,511 38
Pour l'année finissant le 30 juin 1903, le montant perçu a été de.....	\$ 222,763 73
Par conséquent, la prévision que le revenu de cette source pour l'année finissant le 30 juin 1903, serait de.....	\$ 260,000 00
était très raisonnable, d'autant plus que pour l'année courante nous avons déjà reçu.....	\$ 281 000 00

PAIEMENTS EXCEDANT LES PREVISIONS

Les principaux paiements faits en sus des prévisions sont les suivants :

Dette publique (composé d'intérêts et de fonds d'amortissement).	\$17,799 80
Administration de la justice (composé surtout de frais de poursuites criminelles et dépenses contingentes des shérifs, à cause de termes im- prévus de la Cour du Banc du Roi et de la prolongation des termes).	81,571 29
Instruction publique.	7,500 00
Colonisation (pour chemins).	14,500 00
Agriculture (composé surtout de dépenses pour les cercles agricoles, améliorations des chemins ruraux, écoles de laiterie, etc).	32,812 04
Service divers.....	30,702 34
(Comprenant dépenses de la Com- mission pour aider à l'avancement de la colonisation).....	\$10,000 00
Université Laval, octroi du jubilé.	15,000 00
Au collège Bishop et Lennoxville.	5,000 00
Paiements faits par les shérifs sur les perceptions, pour lesquels il n'y avait pas de prévisions.	\$14,438 23

INTERET ANNUEL

Nous ne devons jamais perdre de vue le fait qu'avant de pourvoir aux services ordinaires du gouvernement, nous devons tout d'abord mettre à part l'énorme somme d'environ \$ 1,600,000 00 pour intérêt, etc., sur notre dette publique.

L'année dernière, nous avons payé pour ce service 1,577,583 19

En retranchant de nos recettes, qui ont été de 4,699,772 87

Il reste pour les dépenses ordinaires et extraordinaires des départements \$ 3,122,189 68
soit \$1.89 par tête de notre population.

En d'autres termes, au lieu de 4,699,772 87
nous n'avons seulement que 3,122,189 68

de dépenses pour l'instruction publique, l'agriculture, la colonisation, les travaux publics, l'administration de la justice, la législation, le gouvernement civil notre domaine public, les asiles, les hôpitaux, les institutions de bienfaisance et les autres services divers.

Comparons ces chiffres avec les recettes ordinaires de notre province soeur Ontario, dont la population n'excède la nôtre que de 534,049 et qui s'élevent à \$5,466,653.13, soit \$2.50 par tête de sa population, et nous constatons qu'Ontario a \$2,344,463.45 de plus que nous à dépenser pour les mêmes services. N'est-ce pas chose étonnante, M. l'Orateur, que nous ayons pu faire autant que nous avons fait pour le développement des différents services de notre existence provinciale ? Nos adversaires se plaisent à nous dire ce qu'Ontario fait pour le développement de son territoire du nord, et cherchent à faire des comparaisons qui nous sont défavorables. Est-ce franc et loyal, monsieur l'Orateur ? Comment peut-on s'attendre, avec un revenu tel que je l'ai dit, à ce que nous puissions lutter avec Ontario, en ouvrant de nouvelles artères pour le développement de notre grand nord ?

Nous devons nous contenter de pousser plus lentement notre colonisation dans ces régions et selon nos moyens, et c'est ce que nous avons fait constamment et avec succès pendant les sept dernières années.

INSTRUCTION PUBLIQUE

L'instruction publique, comprenant les écoles du soir et les allocations à certaines institutions enseignantes payées à même le compte " Divers en général ", et qui joue un rôle si important dans notre développement national, a été aidée et encouragée comme suit.

L'année dernière : on lui a consacré	\$	472,599 00
En 1896-97, le montant dépensé s'élevait à		422,004 25
		<hr/>
Soit une différence de	\$	50,594 75

Les principaux items de cette dépense ont été comme suit, l'année dernière :

Instruction supérieure, proprement dite.	\$	80,000 00
High Schools et institutions similaires.		7,410 00
Ecoles publiques.		160,000 00
Ecoles des municipalités pauvres.		13,000 00
Ecoles Normales.		48,000 00
Inspection des écoles.		36,000 00
Ecole des sourds et muets.		13,000 00
Ecoles élémentaires en vertu de 60 Victoria, chap. 3, comprenant un octroi additionnel de \$7,000, accordé aux municipalités pauvres.		40,057 57
Ecoles du soir.		21,942 43
Ecoles des arts et manufactures.		15,000 00

AMELIORATIONS RECONNUES

La " Montreal Gazette " du 7 du courant, dans un article de fond, intitulé : " Education in Quebec ", admet que le rapport du surintendant de l'Instruction publique—pour me servir de ses propres expressions—prouve que la situation de l'instruction dans cette province continue à s'améliorer lentement mais sûrement.

La " Gazette " (comme d'ailleurs tous nos autres adversaires), cherche à enlever à ce gouvernement tout mérite pour les progrès effectués, mais les chiffres suivants prouveront que

ces critiques sont injustes, qu'elles dénotent une ignorance complète de ce qui a été fait pour l'instruction publique depuis 1897, en comparaison de la période de 1892 à 1897.

Les montants dépensés depuis le 1er juillet 1892 au 30 juin 1897, ont été de :

1er juillet 1892 au 30 juin 1893.....	\$ 394,371 01
1er juillet 1893 au 30 juin 1894.....	388,827 35
1er juillet 1894 au 30 juin 1895.....	390,225 59
1er juillet 1895 au 30 juin 1896.....	389,750 76
1er juillet 1896 au 30 juin 1897.....	422,004 25

Total.....\$1,985,178 96

Soit une moyenne annuelle de..... 397,035 79
 en comparaison avec les dépenses du 1er juillet 1897 au 30 juin 1900, sous l'administration de M. Marchand :

1er juillet 1897 au 30 juin 1898.	\$ 455,835 69
1er juillet 1898 au 30 juin 1899.	416,157 52
1er juillet 1899 au 30 juin 1900.	480,056 83

Total. \$1,352,050 04

Ou une dépense annuelle de. 450,683 35
 Soit un excédent annuel sur la période de 1892-97 de. 53,647 56

Et en comparant avec les dépenses du 1er juillet 1900 au 30 juin 1903, sous l'administration actuelle :

1er juillet 1900 au 30 juin 1901.	\$ 470,789 68
1er juillet 1901 au 30 juin 1902.	472,684 79
1er juillet 1902 au 30 juin 1903.	472,599 00

Total.....\$1,416,073 47

Ou une moyenne annuelle de. 472,024 49
 Soit une augmentation annuelle sur la période de 1892-97 de. 74,988 70

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Sur la somme de	\$ 81,571 29
qui a dépassé les prévisions pour l'adminis- tration de la justice, je dois dire que les dépenses contingentes de nos shérifs pour les termes de nos cours criminelles, etc., ont absorbé la forte somme de	\$ 71,984 28

AGRICULTURE

L'agriculture a fort occupé l'attention du chef de ce département qui, selon sa politique sage et de progrès, et pour faire l'éducation de nos agriculteurs et les encourager à adopter les méthodes améliorées et les plus modernes de culture, n'a pas craint de donner dans des dépenses additionnelles sous forme d'octrois aux cercles agricoles, ou pour l'établissement et l'amélioration des écoles d'industrie laitière, etc., dépenses qui se sont élevées à la somme de \$33,879.20.

Les statistiques suivantes feront voir quelles ont été annuellement les dépenses relatives pour ce service de 1892 à 1897 :

1er juillet 1892 au 30 juin 1893.	\$121,995 57
1er juillet 1893 au 30 juin 1894.	163,786 36
1er juillet 1894 au 30 juin 1895.	204,636 62
1er juillet 1895 au 30 juin 1896.	173,912 98
1er juillet 1896 au 30 juin 1897.	235,795 75
Total.	<u>\$900,127 28</u>
Soit une moyenne par année de.	180,025 46

En comparaison avec les dépenses du 1er juillet 1897 au 30 juin 1900, sous l'administration de M. Marchand, qui étaient comme suit :

1er juillet 1897 au 30 juin 1898.	\$202,476 97
1er juillet 1898 au 30 juin 1899.	182,334 72
1er juillet 1899 au 30 juin 1900.	198,909 60
Total.	<u>\$583,721 29</u>
Soit une moyenne par année de.	\$194,573 76

Ce qui donne sur la période de 1892-97, une augmentation annuelle de \$ 14,548 30

Et si l'on compare ces dépenses avec celles du 1er juillet 1900 au 30 juin 1903, sous l'administration actuelle, on a :

Du 1er juillet 1900 au 30 juin 1901	\$204,466 72
Du 1er juillet 1901 au 30 juin 1902	221,608 69
Du 1er juillet 1902 au 30 juin 1903	238,412 04

Total. \$664,487 45

Soit une moyenne par année de \$221,495

Ce qui donne, sur la période de 1892-1897, une augmentation annuelle \$ 41,470

SOMMAIRE

Agriculture, Colonisation et Instruction publique,

Comparaison de la dépense moyenne de chaque année sur ces trois services, de 1892-97, 1897-1900 et 1900-1903 :

	1892-97	1900	1900-1903
Agriculture	\$180,025 46	\$194,573 76	\$221,495 81
Colonisation	106,435 53	103,000 00	114,000 33
Instruction publique	397,035 79	450,683 35	472,024 49

Totaux \$683,496 78 \$748,257 11 \$807,533 63

Soit en dépense totale annuelle pour 1892-97 . \$683,496 78

Comparée avec celle de 1897-1900 748,257 11

Différence en faveur de 1897-1900 64,760 83

Et comparée avec celle de 1900-1903 807,533 63

Accusant une augmentation, durant cette période sur 1892-97, de 124,036 85

Principaux paiements inférieurs aux prévisions :

Gouvernement civil	\$1,273 39
Terres, Mines et Pêcheries	6,948 11

DEPENSES EXTRAORDINAIRES

Les prévisions budgétaires pour les dépenses extraordinaires étaient au chiffre de	\$ 50,000 00
Ces dépenses extraordinaires se sont élevées en réalité au montant de	65,443 77
	<hr/>
Soit en plus des prévisions	15,443 77
Là-dessus, il a été dépensé pour la construction d'une annexe à l'École Normale Lavul, chemin Ste-Foye	
	\$ 13,250 68
do Québec, Ursulines	2,193 09
	<hr/>
	\$ 15,453 77

COMPARAISON DES RECETTES ET DES DEPENSES

De 1902-1903 avec 1901-1902

Il sera intéressant et instructif de comparer les recettes de 1902-1903 avec celles de l'année précédente 1901-1902.

RECETTES ORDINAIRES

Les recettes ordinaires pour l'année 1902-03 ont été de	,772 87
Les recettes ordinaires pour l'année 1901-02 ont été de	4,515.169 88
	<hr/>
Soit une augmentation dans les recettes de 1902-03 de	184,602 99

SERVICES DIVERS

Certains des services ont rapporté plus de revenus dans l'année 1902-03 qu'en 1901-02, alors que d'autres ont moins rapporté. Les services suivants sont quelques-uns de ceux qui l'an dernier, ont rapporté plus qu'en 1901-02, savoir :

Licences	\$ 11,372 88
Asiles d'aliénés—contributions municipales	10,536 21
Fonds de bâtisse et des jurés	63,506 41
Terres, Mines et Pêcheries	164,274 71

Timbres d'enregistrement.	7,657 51
Intérêt sur le prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.	6,160 08

Les suivants sont quelques-uns des services qui ont moins rapporté qu'en 1901-02 :

Municipalités, pour l'entretien des pisciculteurs. \$	1,997 81
Taxes directes sur les corporations commerciales.	5,356 90
Droits sur les successions.	68,943 18
Ecoles industrielles et de réforme.	3,646 32
Remboursement au fonds des subventions aux chemins de fer.	3,576 74

DEPENSES ORDINAIRES

Le total des dépenses ordinaires pour 1902-03 a été de.	\$4,530,616 88
Le total des dépenses ordinaires pour 1901-02 a été de.	4,470,332 15
Une augmentation dans les dépenses ordinaires de 1902-03 de.....	\$ 60,284 73

AUGMENTATIONS

Quelques-uns des services, surtout celui de l'agriculture, dont les détails sont donnés, pour lesquels la dépense de 1902-03 a été plus élevée qu'en 1901-02, sont comme suit :

DETTE PUBLIQUE.....	\$35,442 40
TERRES, MINES ET PÊCHERIES.....	13,008 06
Agriculture.....	16,803 35

AUGMENTATIONS:

Cercles agricoles, agriculture en générale et améliorations des chemins ruraux. \$	1,100 00
Société d'horticulture, Québec.....	250 00
Allocations aux syndicats de beurreries et de fromageries.	14,000 00
Culture des arbres fruitiers.....	500 00
Amélioration des chemins ruraux.....	10,000 00

Ecole d'industrie laitière de Saint-Hya-	
cinthe, en construction.....	8,000 00
Expositions.....	12,000 00
Remboursement d'intérêt, Société d'Agric-	
ulture, Trois-Rivières.....	879 20
	<hr/>
	\$46,79 20

DIMINUTIONS :

Ecoles d'agriculture.....	\$ 867 16
Associations d'industrie laitière	
etc.....	10,000 00
Industrie laitière.....	2,000 00
Mérite agricole provincial.....	200 00
" Poutry Association ", Mont-	
réal.....	200 00
La Métairie St-Joseph, St-Hya-	
cinthe.....	1,000 00
Société d'agriculture des can-	
tons de l'Est.....	2,000 00
La Cie de l'Exposition de	
Québec.....	12,000 00
Exposition de Paris.....	1,658 69
	<hr/>
	\$29,925 85
	<hr/>
	\$16,803 35

Travaux et édifice publics, dépense ordinaires.....	\$3,751 12
Service divers.....	8,845 55

DIMINUTIONS.

Les principaux services pour lesquels la dépense a été moindre ont été :

Législation.....	\$ 5,288 29
Administration de la justice (y compris la police etc.)	12,456 78

DEPENSES EXTRAORDINAIRES

Les dépenses extraordinaires pour les travaux et les édifices publics, durant l'année 1902-03, ont été \$45,098 60 plus élevées que celles de 1902-02.

AUGMENTATIONS :

Ecole Normale Laval, chemin Sainte-Foye, construction d'une annexe.	\$18,250 68
Construction d'un édifice à Montréal, pour les registrateurs et autres bureaux publics.	20,000 00
Ecole Normale Laval (Ursulines), Québec.	2,193 09
Nouveau palais de justice de Sherbrooke.	15,000 00
	<hr/>
	\$55,443 77

DIMINUTIONS :

Système de chauffage à eau chaude, prison de Trois-Rivières.	\$ 3,820 00
Système de chauffage à eau chaude, du palais de justice et de la prison de Saguenay.	2,424 08
Voûte au palais de justice et à la prison de Kamouraska.	950 00
Palais de justice et prison, district d'Ottawa, divers comptes.	3,151 09
	<hr/>
	\$10,345 17
	<hr/>
	\$45,098 60

Les paiements au compte des subventions aux chemins de fer et au chemin de fer Q. M. O. & O., durant l'année 1902-03, ont été de \$35,469.27 moins élevés qu'en 1901-1902.

Les paiements au compte de la subvention au Pont de Québec ont été les mêmes.

Le paiement au compte du pont, sur la rivière Ottawa, à Portage du Fort, a été de \$5,000.00.

La balance des subventions aux chemins de fer, autorisées par les lois de la Législature, mais non gagnées au 30 juin 1903, a été de \$594,679.08.

La balance de la subvention au Pont de Québec, autorisée par acte de la Législature, mais non gagnée au 30 juin 1903, était de \$160,000.00.

PREVISIONS BUDGETAIRES POUR L'ANNEE 1904-05

J'ai étudié avec soin les prévisions budgétaires des différents départements, et après avoir consulté mes collègues, j'ai estimé comme suit les recettes et dépenses pour l'année finissant le 30 juin 1905 :

Total des recettes ordinaires.	\$4,747,394 72
Total des dépenses ordinaires moins subventions aux chemins de fer.	4,733,852 77
	<hr/>
Laissant un surplus de.	13,541 95
Les subventions aux chemins de fer sont estimées à.	\$ 74,746 41

ETAT E.

RECETTES PROBABLES, 1904-1905.

PUISSANCE DU CANADA :

Subsides en vertu de l'acte de l'A. B. du N.	\$ 959,252 80	
Intérêts sur fonds en fidéi commis	75,781 24	
Subside spécial, 47 Vict., chap. 4	127,460 68	
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Vict., chap. 8	119,700 00	
		<u>\$1,282,194 72</u>

INTÉRÊTS :

Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.	320,000 00	
Intérêts sur prêts et dépôts	11,000 00	
		<u>331,000 00</u>

TERRES, MINES ET PÊCHERIES 1,380,000 00

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE :

Timbres judiciaires	195,000 00	
Honoraires judiciaires	10,000 00	
Fonds de bâtieses et de jurés	30,000 00	
Entretien des prisonniers	11,000 00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4,000 00	
Prison de Montréal	2,000 00	
Autres prisons - Gain des prisonniers	200 00	
Palais de Justice de Montréal	4,000 00	
Honoraires du grand connétable, Québec	600 00	
		<u>256,800 00</u>

Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)	70,000 00	
Licences	700,000 00	
Taxes directes sur les corporations commerciales	260,000 00	
Droits sur successions	280,000 00	
Commissions sur honoraires d'officiers publics	6,500 00	
do sur renouvellement d'hypothèques	100 00	
Entretien des aliénés	90,000 00	
do des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme	25,000 00	
Législation	15,000 00	
Gazette Officielle	18,000 00	
Loyers d'édifices publics	1,400 00	
Revenu casuel	9,000 00	
Compagnies d'Assurances Provinciales, contribu- tions	400 00	
Contributions aux pensions, service civil	4,500 00	
Prime, escompte et change	2,500 00	
Taxes sur les subventions de chemins de fer	15,000 00	

\$4,747,394 72

ÉTAT F.

DÉPENSES PROBABLES. 1904-1905

	\$	cts
Dette publique.....	1,609,475	0
Législation.....	216,340	7
Gouvernement civil.....	278,188	5
Administration de la justice.....	630,174	3
Instruction publique.....	483,460	0
Colonisation.....	140,500	0
Travaux Publics, (Ordinaire).....	8122,204	69
do (Extraordinaire).....	52,023	18
	-----	174,227 8
Agriculture.....	285,350	0
Terres, Mines et Pêcheries.....	215,300	0
Asiles des aliénés.....	365,825	0
Ecoles d'industrie et de réforme.....	60,000	0
Institutions de bienfaisance.....	45,210	7
Charges sur le revenu.....	126,000	0
Services divers.....	103,800	0
	-----	4,733,852 7
Subventions de chemins de fer.....	74,746	4

OPERATIONS DE CAISSE EN 1902 1903

Fonds en banque au 30 juin 1902.	\$130,632 92
La-dessus, ont été payés les mandats restés dus au 30 juin 1902.	93,369 28

\$ 46,263 64

Les recettes, à compter du 1er juillet 1902 au
30 juin 1903, ont été :

Revenu ordinaire.	\$4,699,772 87
Dépôts en fidéicommiss.	28,941 62
Vente de terrains de l'exposition, Montréal.	7,019 34
Propriété Grande-Allée et Claire- Fontaine.	3,124 15
Balances d'emprunt de l'asile des alié- nés de Beauport.	7,500 00
	<u>4,746,357 98</u>

Les paiements (si l'on excepte les
subventions aux chemins de fer, la
construction du chemin de fer Q. M.
O. & O. et la subvention à la com-
pagnie du Pont de Québec) du 1er
juillet 1902 au 30 juin 1903, ont été :

Dépenses ordinaires.	\$4,530,616 88
Dépenses extraordi- naires	65,443 77
Dépôt en fidéicommiss.	100,744 51
Paiement à la Compa- gnie d'exposition Montréal.	5,824 72
	<u>\$4,702,629 88</u>

Surplus des recettes.	43,728 10
	<u>\$ 89,991 74</u>

Les paiements des subventions aux chemins de fer, pour construction du chemin de fer Q. M. O. & O. et la subvention à la compagnie du Pont de Québec, du 1er juillet 1902 au 30 juin 1903, ont été :

Compagnie du Pont de Québec. . .	\$30,000 00	
Pont sur la rivière Ottawa.	5,000 00	
Chemin de fer Q. M. O. & O., pour construction.	3,500 00	
		<hr/>
		\$38,500 00
Balance de caisse, le 30 juin 1903.		\$51,491 74
Soit :		
Argent en banque.	\$197,114 26	
Moins les mandats non payés compris dans les paiements ci-dessus. . .	145,622 52	
		<hr/>
		\$51,491 74

ETAT G.

ETAT APPROXIMATIF du passif et de l'actif de la Province de Québec, au 30 juin 1903.

Passif.

Dette consolidée telle qu'existant	
avant la conversion	\$33,114,217 33
Augmentation du capital par conversion	1,743,526 83
	<hr/>
	\$34,857,744 16
Emprunt temporaire	700,000 00
Dépôts en fidéicommiss.	368,984 95
Mandats impayés.	145,622 52
Subventions en argent aux chemins de fer, autorisées mais non encore dues.	\$136,195 50
Subventions en terres aux chemins de fer converties en argent, à 52½ cts par acre, autorisées mais non encore dues.	458,483 58
	<hr/>
	594,679 08
Octroi pour le pont sur le fleuve St-Laurent à Québec.	160,000 00
Perte sur dépôt à la Banque d'Echange.	25,218 75
Obligations du Palais de Justice de Québec.	143,200 00
	<hr/>
	\$36,995,449 46

Actif.

Partie du prix du ch. de fer Q. M. O. & O. déposée en banque.	\$ 410,190 00
---	---------------

Partie placée en \$29,000 d'obli- gations de la province de Québec, em- prunt de 1878, achetées à 109%	31,610 00
Do placée en obligations du palais de justice de Québec. . .	143,200 00
Do placée en obligations de la cité de Qué- bec.	15,000 00
Balancé non payée du prix du ch. de fer Q. M. O. & O. . . .	7,000,000 00
	<hr/> 7,600,000 00
Fonds inscrits de 3 p.c.	132,634 77
Allocations de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral, 47 Vic- toria, chap. 8.	2,394,000 00
Argent en banque.	197,114 26
Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété. . . .	5,391 11
Réclamation "in re" feu l'hono- rable Thomas McGreevy. . .	100,000 00
Avances à divers.	132,437 29
Palais de Justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chap. 26, et 48 Victoria, chap. 16. . .	143,200 00
	<hr/> \$10,704,777 4
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1903.	<hr/> <hr/> 26,290,672 0

Les changements suivants ont été opérés dans l'actif et le passif pendant l'année, par suite des paiements et des recettes.

AUGMENTATION DE L'ACTIF :

Dettes consolidée par conversion.	\$ 4,729 59
Mandats non payés.....	52,253 24
	<hr/>
	\$ 56,982 83

DIMINUTION DU PASSIF :

Dette consolidée par rachat.	\$81,857 33
Dépôts en fidéicommis.	71,802 89
Subvention au pont sur le fleuve Saint-Laurent.	30,000 00
Subvention au pont sur la rivière Ottawa.	5,000 00
Obligations du palais de justice de Québec.	5,000 00
	<hr/>
	\$ 193,660 22

Diminution nette du passif durant l'année . . \$ 136,677 39

DIMINUTION DE L'ACTIF :

Rentes inscrites à 3 p. c. (fonds d'amortissement).....	\$ 26,491 82
Argent en banques.....	57,481 34
	<hr/>
	\$ 83,973 16

DIMINUTION DE L'ACTIF :

Avances faites à différentes personnes....	\$26,895 60
Taxes du palais de justice de Québec.....	5,000 00
	<hr/>
	\$ 31,895 60

4,777 43
0,672 03

Augmentation nette de l'actif pendant l'année.	\$ 52,077	
Diminution de l'excédent de l'actif durant l'année.	\$ 188,754	
<hr/>		
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1902		
était de	\$26,479,426	
L'excédent du passif sur l'actif, au 30 juin 1903, était de	26,290,672	
	\$ 188,754	
L'augmentation du capital de la dette consolidée, par la conversion, pendant l'année, a été de	\$ 4,729	
<hr/>		
Diminution du passif, non compris l'augmentation de la dette par la conversion	\$ 193,484	
Se composant comme suit :		
Surplus du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires	\$ 103,712	
Produit des ventes de terrains de l'exposition, à Montréal	\$ 7,019 34	
Propriété au coin des rues Grande-Allée et Claire-Fontaine	3,124 15	
Balance de l'emprunt de l'asile de Beauport	7,500 00	
	<hr/>	
	\$ 17,643 49	
 Moins :		
Paiements à la Compagnie d'Exposition de Montréal	5,824 72	
	<hr/>	
		11,818
Montant des obligations de l'emprunt de 1880 rachetées durant l'année		81,857
Montant du fonds d'amortissement placé durant l'année		26,491
		<hr/>
		\$ 223,880

2,077 56

8,754 95

9,426 98
0,672 03

8,754 95
4,729 59

3,484 54
3,712 22
1,818 77
31,857 33
26,491 82

3,880 14

A déduire :

Montant payé au compte de la subvention pour la construction du chemin de fer Q. M. O. & O.	\$ 2,500 00	
Avances à différentes personnes.	\$ 26,895 60	
		<u>30,395 60</u>
		\$ 193,484 54

DETTE CONSOLIDÉE.

Au 30 juin 1902, la dette consolidée était de \$34,934,871 90
 Au 30 juin 1903, la dette consolidée était de \$34,857,744 16

Réduction de la dette consolidée.	\$ 77,127 74
Se divisant comme suit :	
Rachat des obligations de l'em- prunt de 1880.	\$ 81,857 33
Obligations d'emprunts divers rachetées par la conversion de la dette.	28,713 33
	<u>\$ 110,570 66</u>
Moins rentes inscrites, 3% émises pour la conversion	\$ 33,442 92
	<u>\$ 77,127 74</u>

Au 30 juin 1903, la dette consolidée consistant
en obligations et bons non payés de divers
emprunts de la province était de \$34,857,744 16
 A déduire les fonds d'amortissement investis
s'élevant à 10,126,634 77

Ce qui laisse une balance de la dette consoli-
dée, à laquelle il n'a pas été pourvu, de . \$24,731,109 39

DETTE FLOTTANTE

Au 30 juin 1903, la dette non consolidée comprenait :

Emprunts temporaires.	\$ 700,000 00
Dépôts en fidéicommiss.	368,984 95
Mandats non payés.	145,622 52

679 08
000 00
218 75

505 30

Augmentation argent en banques. 57,481 34

\$112,030 99

Diminution dans les avances à
diverses personnes. 26,895 60 \$85,135 39

**CONVERSION DE LA DETTE EN VERTU DE LA LOI
60 VICTORIA, CHAP. 2**

Les obligations suivantes ont été converties pendant l'année
par l'entremise de l'agence de la Banque de Montréal, à
Londres :

942 66

Emprunt de 1882 (Londres). \$14,113 33

Emprunt de 1888. 14,600 00

\$ 28 713 33

562 64

La prime payée sur ces obligations s'est élevée à. . . 3,057 77

\$31,771 10

EE.

L'escompte à 5% sur l'émission des obligations
inscrites a été de. 1,671 82

109 39

Montant des obligations inscrites à 3%. 33,442 92

562 64

Le capital de la dette a été aug-
menté par la conversion pendant
l'année de. 4,729 59

672 03

Le montant total des obligations
converties au 30 juin 1903. est
de. 7,492,534 65

Pour lequel il a été émis des obli-
gations inscrites à 3 p. c. pour. 9,236,061 48

Augmentation du capital de la
dette par la conversion. \$1,743,526 83

L'intérêt annuel sur les \$7,492,-
534 65 d'obligations conver-
ties tant de. \$ 535,718 85

L'intérêt annuel sur les \$9,236,-
061 48 d'obligations inscrites
est de. \$ 277,081 80

Le fonds d'amortissement annuel requis pour le rachat de l'augmentation de \$1,743,526 83 sur le capital de la dette au 1er avril 1937 est de	23,192 23	
	<hr/>	\$ 300,274 00

L'économie annuelle réalisée par la conversion jusqu'à la date où les obligations originaires arriveront à maturité.....	35,454 00	
	<hr/>	

Contre cette économie annuelle il faut porter les droits de timbres sur les \$9,236,061.48, s'élevant à.....	57,881 00	
--	-----------	--

DETTE PUBLIQUE 1897-1903.

Etat de la dette consolidée et non consolidée de la province de Québec, du 30 juin 1897 au 30 juin 1903.

30 JUIN 1897.

Dette consolidée avant la conversion	\$ 33,571,002	
Augmentation du capital par la conversion	625,651	
	<hr/>	
Fonds d'amortissement placé.....	\$ 34,196,654	
	\$ 9,994,000	
	<hr/>	
Dette consolidée nette	\$ 24,2 2,654	
Dette non consolidée.....	\$ 1,357,213	
	<hr/>	
Total de la dette nette consolidée et non consolidée.....	\$ 25,559,867	

30 JUIN 1898.

Dette consolidée avant la conversion.....	\$ 33,483,694	
Augmentation du capital par la conversion	800,146	
	<hr/>	
	\$ 34,283,841	

Fonds d'amortissement placé	\$ 10,004,677 78
Dette consolidée nette.....	\$ 24,279,163 75
Dette non consolidée.....	1,166,706 46
Total de la dette nette consolidée et non consolidée.....	\$25,445,870 21

30 JUIN 1899

Dette consolidée avant la conversion..	\$33,413,420 00
Augmentation du capital par la conversion.....	\$1,715,427 72
Fonds d'amortissement placé.....	\$35,128,847 72
Fonds d'amortissement placé.....	\$10,025,747 95
Dette consolidée nette	\$25,103,099 77
Dette non consolidée.....	\$1,063,018 15
Total de la dette nette consolidée et non consolidée.....	\$26,166,117 92

30 JUIN 1900.

Dette consolidée avant la conversion..	\$33,345,870 67
Augmentation du capital par la conversion.....	\$1,726,156 76
Fonds d'amortissement placé.....	\$35,072,027 43
Fonds d'amortissement placé.....	\$10,49,646 38
Dette consolidée nette.....	\$25,022 381 05
Dette non consolidée.....	\$1,048,366 05
Total de la dette nette consolidée et non consolidée.....	\$26,070,747 10

30 JUIN 1901.

Dette consolidée avant la conversion.....	\$33,270,924 00
Augmentation du capital par la conversion	\$1,736,974 13
Fonds d'amortissement placé.....	\$35,007,898 13

Fonds d'amortissement placé.....	\$10,074,453 8
Dette consolidée nette.....	\$24,933,444 2
Dette non consolidée.....	\$ 1,138,974 7

Total de la dette nette consolidée et non consolidée..... \$26,072,419 0

30 juin 1902.

Dette consolidée avant la conversion.....	\$33,196,074 0
Augmentation du capital par la conversion.....	1,738,797 :

Fonds d'amortissement placé.....	\$34,934,871 9
	\$10,100,142 9

Dette consolidée nette.....	\$24,834,728
Dette non consolidée.....	1,140,787

Total de la dette nette consolidée et non consolidée..... \$25,975,516

30 JUIN 1903.

Dette consolidée avant la conversion.....	\$33,114,217
Augmentation du capital par la conversion.....	\$1,743,526

Fonds d'amortissement placé.....	\$34,857,744
	\$10,126,634

Dette consolidée nette.....	\$24,731,109
Dette non consolidée.....	\$ 1,068,984

Total dette nette consolidée et non consolidée..... \$25,800,094

**DETTE CONSOLIDÉE DE 1903, COMPARÉE AVEC
CELLE DE 1897.**

Dette consolidée au 30 juin 1897, telle qu'elle existait avant la conversion.....	\$33,571,002 67
Augmentation de la dette par la conversion, au 30 juin 1903.....	1,743,526 83
	<hr/>
	\$35,314,529 50
Moins obligations de l'emprunt de 1880, payées	\$ 456,785 34
	<hr/>
Dette consolidée au 30 juin 1903.....	\$34,857,744 16

INTÉRÊT SUR FONDS EN FIDÉICOMMIS.

D'après la sentence arbitrale du 3 septembre 1870, le gouvernement du Dominion a possédé en fidéicommis les fonds suivants appartenant à la province de Québec :

Fonds de l'éducation supérieure du Bas-Canada.....	\$347,851 53
Fonds de bâtisses de l'école Normale.....	61,761 84
Fonds des instituteurs mis à la retraite.....	2,700 85
	<hr/>
	\$412,314 25

En vertu de la sentence arbitrale du 2 novembre 1893 il fut déclaré:—Que les fonds en fidéicommis seraient considérés intacts et irréductibles, et que l'intérêt sur ces fonds au taux de cinq pour cent par année serait porté semi-annuellement aux comptes séparés d'Ontario et de Québec. En conséquence, la province de Québec a toujours touché l'intérêt au taux de cinq pour cent sur ces fonds en fidéicommis.

La province de Québec doit au Dominion la somme de \$1,096,325.11 sur laquelle elle a payé l'intérêt au taux de quatre pour cent.

Le 29 décembre 1903, l'honorable ministre des finances du Dominion m'écrivit une lettre dont ce qui suit est un extrait :

“ Il a été décidé de payer, le 1er janvier 1904, l'intérêt sur ces fonds, (savoir sur les fonds en fidéicommiss sur dits) au taux payé jusqu'à cette date, c'est-à-dire, cinq pour cent. Après cette date, un intérêt au taux de quatre pour cent sera payé jusqu'à nouvel ordre, ou jusqu'à ce que le capital du fonds soit payé à Québec en entier. Si votre gouvernement ne trouve pas cet arrangement satisfaisant, je serai bien aise d'en recevoir avis, sur quoi, des arrangements seront faits pour payer le capital à une date rapprochée.”

En réponse à cette lettre, j'écrivis au ministre des finances, pour lui dire que le gouvernement avait toujours prétendu que le Dominion ne pouvait ni réduire le taux d'intérêt sur les fonds en fidéicommiss dont il avait été convenu lors de la Confédération, ni en rembourser le capital, en en portant le montant au compte entre cette province et le Dominion, sans notre consentement, et que nous espérions que le gouvernement du Dominion continuerait de payer l'intérêt sur ces fonds au taux de cinq pour cent.

Je n'ai certainement pas l'intention de laisser réduire l'intérêt sur ces fonds ni d'en laisser transporter le capital au crédit de notre compte avec le gouvernement du Dominion, sans avoir soumis la chose au tribunal compétent.

La province d'Ontario est exactement dans la même position que nous au sujet de cette question, et elle reçut du Dominion une communication semblable.

PONT YULE

Le gouvernement du Dominion fut condamné à payer aux héritiers de la succession Yule, de Chambly, une somme de \$39,717 16 en vertu d'une décision de la Cour d'Échiquier du Canada. Cette décision était basée sur une réclamation qui datait d'avant la Confédération. Le gouvernement du Dominion soutint que c'était une dette de l'ancienne province du Canada, et que, pour cela, les provinces d'Ontario et de Québec devaient rembourser le montant dans les proportions établies par la décision des arbitres, au sujet des sommes imputables à l'ancienne province du Canada.

Dans la lettre du 29 décembre 1903, dont j'ai fait mention, le ministre des finances du Dominion m'avertit qu'il avait mis au débit du compte de la province de Québec la somme de \$22,049 91, comme sa part de cette réclamation avec les intérêts, et qu'il l'avait retenue sur notre subside.

Le 29 janvier dernier, j'ai protesté contre une telle réduction de notre subside, comme étant :

(1) Contraire aux dispositions de la section 118. de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, qui décrète que :

“ Les subsides devront être payés semi-annuellement d'avance à “ chaque province,” mais le gouvernement du Canada devra déduire de tels subsides, contre chaque province “ toutes les sommes imputables comme intérêt sur la dette publique de cette province en sus des différents montants stipulés dans cet acte ”, et

(2) Parce qu'il n'a pas été établi que la province de Québec était responsable d'aucune partie du montant qui a été payé aux héritiers Yule, ou, si elle est conjointement responsable avec Ontario comme représentant l'ancienne province du Canada, de quelle proportion elle était actuellement responsable.

Ce n'est pas une nouvelle affaire—elle a été en discussion depuis des années—mais c'est la première fois que le Dominion a eu recours à ce moyen arbitraire de :

1. Établir la proportion qui était due par la province de Québec, et
2. La déduire des subsides qu'il devait à cette province.

Cette province ne se soumettra pas à cela sans une vigoureuse protestation et sans y avoir été astreinte par un tribunal compétent.

J'espère avoir une décision sur ces deux questions à la date la plus prochaine possible.

ARBITRAGE.

Vu la mort si regrettable de notre dernier trésorier, rien n'a été fait, l'année dernière, pour mener à conclusion l'arbitrage entre le Dominion, Ontario et Québec.

Les seuls comptes qui restent à régler sont ceux qui ont rapport au fonds des écoles communes.

Mon département est actuellement en pourparlers avec le Dominion et Ontario, et j'espère que les procédures d'arbitrage pourront être reprises aussitôt que possible après la prorogation, et menées à conclusion avant la prochaine session.

SUBSIDES FEDERAUX

Ce gouvernement a encore grand espoir que le gouvernement du Dominion fera, bientôt, un nouveau rajustement des subsides payés aux provinces, et que nous pourrions en conséquence compter, de ce chef, sur une augmentation importante de notre revenu.

Mon prédécesseur, dans l'un de ses exposés financiers, a parfaitement traité cette question, et je n'aurai donc aujourd'hui qu'à approuver sans restriction ce qui a été fait en ce sens et qu'à formuler l'espoir d'en arriver à la prochaine solution du problème.

L'ANNÉE COURANTE

L'état des recettes et des dépenses pour l'année courante, à venir au 31 mars dernier, a été déposé devant cette chambre.

Comparé avec celui des recettes et des dépenses de la période correspondante de l'an dernier, cet état accuse une amélioration de \$34,041

J'ai donc toutes les raisons de croire que l'état financier pour l'année complète sera des plus satisfaisants.

CONCLUSION

Monsieur l'Orateur, je désire remercier cette Chambre pour la grande considération qu'elle m'a témoignée durant cet exposé un peu long de l'état des finances de la province.

Je puis vous assurer que j'ai porté un grand intérêt à ce travail, et j'espère que les détails qu'il m'a été permis de donner à la Chambre n'ont pas été sans intérêt pour ses membres ici présents.

L'examen des rapports des différents ministères, ainsi que des statistiques que j'ai données, fera voir à chacun qu'il est absolument injuste d'accuser le gouvernement de n'avoir rien fait pour le progrès de l'agriculture, de la colonisation ou de l'Instruction Publique, et qu'avec les moyens restreints mis à notre disposition, nous avons obtenu les résultats les plus satisfaisants.

Je n'ai donc pas d'hésitation à dire, au nom du gouvernement de cette province, qu'il a rempli les engagements assumés par lui lors des élections de 1900, engagements plus d'une fois renouvelés, depuis cette époque, et qu'il ne peut plus être question de remettre les rênes du gouvernement à ceux qui ont administré les affaires de la province de 1892 à 1897.

M. l'Orateur, j'ai maintenant l'honneur de proposer que vous quittiez votre fauteuil et que cette chambre siège en comité des subsides.



APPENDICE

—

ETATS FINANCIERS

ÉTAT A.

ETAT DES PAIEMENTS (non compris les subsides de chemins de fer et ponts, remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer, et obligations rachetées en conversion de la dette); et des RECETTES (compris le produit de fonds émis en conversion de la dette); pour les années échéant le 30 juin 1903.

Année	Paiements	Recettes	Excédant des Paiements	Excédant des Recettes
1898-99	8 4,234,410.81	8 4,249,589.99	.....	8 15,179.
1899-00	4,465,833.24	4,502,445.83	.....	36,612.
1900-01	4,561,656.73	4,745,190.47	.....	183,533.
1901-02	4,573,770.66	4,601,029.81	.....	27,259.
1902-03	4,702,629.88	4,746,357.98	.....	43,728.

ETAT B.

1898-99.

de fer et de
de fer, et les
NETTES (non
pour les cinq

PAIEMENTS :

Dépenses ordinaires (y compris 870,274,67 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).....	84,189,964 10	
Dépenses extraordinaires (édifices publics).....	11,059 11	
	<hr/>	84,201,023 21
Paiements sur dépôts en fidéi-commis.....		33,387 00

RECETTES :

Revenu ordinaire.....	84,223,843 26	
Dépôts de fonds en fidéi-commis.....	25,746 73	
	<hr/>	4,249,589 99

Excédant des recettes..... \$ 15,179 18

Excédant de
Recettes
\$ 15,179.18

36,612.59

183,533.74

27,259.15

43,728.10

1899-00.

PAIEMENTS :

Dépenses ordinaires (y compris 867,549.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).....	84,428,385 72	
Dépenses extraordinaires (édifices publique).....	5,000 00	
	<hr/>	84,433,385 72
Paiements sur dépôts en fidéi-commis.....		32,447 52

\$ 4,465,833 24

RECETTES :

Revenu ordinaire.....	84,451,578 29	
Dépôts de fonds en fidéi-commis.....	50,867 54	
	<hr/>	4,502,445 83

Excédant des recette \$ 36,612 59

1900-01.

PAIEMENTS :

Dépenses ordinaires (y compris \$74,946,67 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).....	\$4,492,092 44	
Dépenses ordinaires, (édifices publiques).....	24,165 18	
		<hr/> 4,516,257 29
Dépenses, ventes de propriété.....		45,102
Paiements sur dépôts en fidéi-commis.....		
		<hr/> \$4,561,656

RECETTES :

Revenu ordinaire.....	\$4,563,432 18	
Propriété, coin des rues Grande Allée et Claire Fontaine, prix de la partie vendue	15,000 00	
Terrains de l'Exposition de Montréal, à compte des ventes.....	31,046 89	
Dépôts de fonds en fidéi-commis.....	135,711 40	
		<hr/> 4,745,190
Excédant des recettes.....		\$183,533

1901-02.

PAIEMENTS :

Dépenses ordinaires (y compris \$74,849,34 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).....	\$4,470,332 15	
Dépenses extraordinaires (édifices publics).....	20,345 17	
		<hr/> \$4,490,677
La Cie. de l'Exposition de Montréal, du produit des ventes de terrains de l'exposition		18,000
Dépenses, ventes de propriété.....		20,000
Paiements sur dépôts en fidéi-commis.....		64,800
		<hr/> \$4,573,700

RECETTES :

Revenu ordinaire.....	\$4,515,169 88	
Terrains de l'Exposition de Montréal, à compte des ventes.....	19,224 39	
Dépôts de fonds en fidéi-commis.....	66,635 54	
		<hr/> 4,601,030
Excédant des recettes.....		\$ 27,200

1902-03

PAIEMENTS :

	Dépenses ordinaires (y compris \$81,857.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).....	\$4,530,616 88	
4,516,257 02	Dépenses extraordinaires (édifices publics).....	65,443 77	
296 40			\$ 4,596,060 65
45,102 71	La Cie de l'Exposition de Montréal, du produit des ventes de terrains de l'Exposition.....		5,824 72
	Paiements sur dépôts en fidéi-commis.....		100,744 51
44,501,656 73			<u>\$4,702,629 88</u>

RECETTES :

	Revenu ordinaire.....	\$ 4,699,772 87	
	Terrains de l'Exposition de Montréal, à compte des ventes.....	7,019 34	
4,745,190 47	Propriété, coin des rues Grande Allée et Claire Fontaine, prix de la partie vendue.....	3,124 15	
\$183,533 74	Balance du prêt à l'asile d'aliénés de Beauport, 17 février 1875.....	7,500 00	
	Dépôts de fonds en fidéi-commis.....	28,941 62	
			<u>4,746,357 98</u>
	Excédent des recettes.....	\$ 43,728 10	

\$4,490,677 32

18,004 29
266 61
64,822 44

\$4,573,770 66

4,601,029 81

\$ 27,259 15

ÉTAT C.

RECETTES

	1898-99		1899-00		1900-01		1901-02		1902-03	
	\$.	c.	\$.	c.	\$.	c.	\$.	c.	\$.	c.
Puissance du Canada.....	1,320	137 28	1,278,000	82	1,278,087	29	1,279,105	57	1,281,603	17
Terres, Mines et Pêcheries.....	1,047,371	60	1,311,333	21	1,471,003	86	1,291,111	75	1,455,386	46
Timbres judiciaires.....	195,570	50	194,110	10	187,723	40	191,146	90	195,045	30
do d'enregistrement.....	68,850	95	68,003	49	64,445	90	65,632	69	73,200	20
Fonds de bâtieses et des jurés.....	30,612	13	29,232	42	21,635	34	29,231	26	92,737	73
Honoraires judiciaires.....	14,980	79	29,533	46	15,719	58	9,915	21	10,524	67
Municipalité, pour l'entretien des prisonniers.....	9,166	43	8,546	70	11,789	01	12,799	27	10,801	46
Palais de Justice de Montréal.....	5,938	96	7,075	99	4,620	58	3,964	67	3,990	98
Prison de Montréal.....	4,000	00	4,000	00	4,000	00	4,000	00	4,000	00
Garde des prisons de Montréal et Québec.....	109	01	150	60	71	20	473	11	2,186	30
Gain des prisonniers, prison de Québec.....	269	50	134	85	181	50	1,280	25	4,000	00
Amendes, justice.....	530	98	535	46	404	94	597	22	146	81
Honoraires du grand concétable, Québec.....										
Fonds d'amortissement du Palais de Justice.....										
District d'Ottawa.....	263	83	24	05						
Licences.....	613,747	66	503,440	45	661,968	23	681,229	18	692,062	07
Taxes directes sur les corporations commerciales.....	172,626	04	186,598	39	214,157	63	231,695	13	226,338	23
do sur transports de propriétés (arrivages).....	257	10	139	80	137	10	106	30	153	20
do directs sur certaines personnes (do).....	686	43	16	00	9	50				
Licences de manufactures et de commerce (do).....	7,347	64	1,383	09	372	00				
Droits sur successions.....	287,995	63	270,865	58	163,511	38	222,763	73	153,820	55
Commission sur honoraires d'officiers publics.....	5,847	69	5,291	87	4,696	41	6,209	81	6,710	80
do sur renouvellement d'hypothèques.....	9,349	13	151	96	115	27	134	25	79	16
			12,572	63	14,684	67	14,682	45	15,538	95

Licences de manufactures et de commerce (100) 270,865 58
 Produits sur successions 5,291 87
 Commission sur honoraires d'officiers publics 151 96
 do sur renouvellement d'hypothèques 106 76
 Législation 9,349 13
 163,511 38
 4,696 41
 6,249 81
 134 25
 14,682 45
 1,008,200 00
 6,710 80
 79 16
 17,338 95

Asiles d'aliénés, contributions municipales.....	44,722 66	77,196 25	69,135 53	75,139 63	85,675 89
do patients payants	2,149 61	2,517 62	2,202 98	4,484 85	3,810 69
Écoles d'industrie et de réforme.....	19,677 44	23,176 22	23,595 03	24,539 68	20,893 36
<i>Gazette Officielle de Québec</i>	18,544 56	17,879 89	16,635 91	18,246 74	18,244 94
Revenu casuel.....	8,367 44	7,782 25	11,138 02	9,599 17	9,219 41
Service civil, contributions pour pensions.....	5,322 72	5,368 15	5,188 69	5,057 58	4,964 68
Compagnies d'assurances provinciales, dépenses d'inspection	429 35	546 81	472 01	637 06	447 45
Travaux et édifices publics, loyers, etc.....	1,062 60	1,783 47	764 60	1,697 22	1,041 60
Inspection des chemins de fer.....	108 00	108 00	228 00	60 00	
Intérêts sur prêts et dépôts.....	18,847 58	18,836 24	10,557 03	13,600 56	12,447 95
Prime, escompte et change.....	4,023 86	2,511 65	3,358 71	2,917 61	2,824 69
Intérêt sur prix de vente du chemin de Q. M. O. & O.....	300,827 85	300,084 18	300,117 93	300,056 59	306,216 67
Prêt aux incendies de Québec.....				50 00	
Remboursements au fonds de subventions des chemins de fer.....	2,734 70	644 83	326 08	11,930 20	8,353 46
Propriété, coin des rues Grande-Allée et Claire Fontaine, Québec, prix des parties vendues.....	4,223,843 26	4,451,578 29	4,563,432 18	4,516,169 88	4,699,772 87
Terrains de l'exposition de Montréal, compte des ventes.....			15,000 00		3,124 15
Balance du prêt à l'asile d'aliénés de Beauport, 17 février 1875.....			31,046 89	19,224 39	7,019 34
Fonds en fidéi-commis, savoir :—					7,500 00
Fonds de pensions des instituteurs	949 40	710 71	1,333 38	1,050 71	4,872 84
Fonds d'amortissement de la cité de Hull.....	179 64	184 10	189 65	195 92	201 32
do de la Pointe à Gatineau.....	140 00	140 00	150 00	130 00	264 59

**ETAT D.
PAIEMENTS.**

	1898-99		1899-00		1900-01		1901-02		1902-03	
	\$	c	\$	c	\$	c	\$	c	\$	c
Dette publique.....	1,538,323	03	1,538,059	20	1,549,275	94	1,542,140	79	1,577,583	19
Législation.....	190,027	92	199,563	09	233,596	00	207,720	63	202,432	34
Gouvernement civil.....	269,630	70	285,872	35	278,307	42	271,891	19	272,437	61
Administration de la justice.....	544,831	09	560,742	37	569,911	12	618,315	23	605,858	45
Ecoles d'industrie et de réforme.....	64,300	00	65,500	00	60,000	00	60,000	00	60,000	00
Instruction publique (y compris les écoles du soir).....	412,637	52	476,281	83	468,089	68	469,184	79	468,074	00
Agriculture.....	176,418	26	194,659	97	200,217	13	217,358	69	234,162	04
Colonisation.....	79,000	00	124,000	00	119,000	00	112,540	00	110,500	00
Immigration.....	4,250	00	4,249	63	4,249	59	4,250	00	4,250	00
Travaux et édifices publics :										
Ordinaires.....	83,968	98	92,209	15	123,390	61	99,348	09	103,099	21
Extraordinaires.....	11,039	11	5,000	00	24,165	18	20,345	17	65,443	77
Asiles des aliénés.....	343,825	00	349,225	00	353,825	00	353,825	00	353,825	00
Institution de bienfaisance.....	44,570	75	44,570	75	44,570	75	45,210	75	45,210	75
Terres, Mines et Pêcheries.....	178,811	41	210,549	13	208,815	16	204,043	83	217,051	89
Charges sur le revenu (y compris les paiements faits par les officiers du revenu sur leurs perceptions).....	129,742	05	138,982	36	132,655	41	139,946	37	142,730	06
Remboursement fonds des subventions de chemins de fer.....	108,265	09	143,920	89	144,188	54	124,556	79	133,402	34
Services divers.....										
Total.....	4,323	00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Remboursement fonds des subventions de chemins de fer.....										
Total.....										

ception.....	108,265 09	143,920 89	144,188 34	125,000 70
Services divers	4,323 00	.....	.....	.....
Remboursement fonds des subventions de chemins de fer.....	4,201,023 21	4,433,385 72	4,516,257 62	4,490,677 32
				4,596,060 65

La Cie d'exposition de Montréal, du produit des ventes de terrains de l'exposition.

Dépenses, ventes de propriétés.....	33,387 60	32,447 52	209 40	18,004 29
Fonds en fidé-comis.....	4,234,410 81	4,465,833 24	45,162 71	266 61
				64,822 44
				100,744 51

Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer

	99,635 37	33,072 12	.....	.....
	4,334,041 18	4,498,945 36	4,561,656 73	4,573,770 66
				4,702,629 88

Subventions aux chemins de fer et à Q.M.O. & O. Subventions au Pont de Québec.....

	100,079 17	90,276 22	93,318 10	38,969 27
	4,434,120 35	4,589,181 58	30,000 00	30,000 00
				4,741,129 88

Rachat de la dette par conversion :

Partie emprunt 1874 et prime :	915,420 48	2,599 47	.....	.....
do 1876 do	981,409 77	.....	.....	.....
do 1878 do	178,491 23	.....	.....	.....
do 1880 do	913,373 98	34,659 87	.....	.....
do 1882 do	771,470 89	30,492 73	33,603 36	7,783 75
do 1888 do	315,494 00	.....	29,116 78	528 47
do 1894 do	313,661 95	.....	5,347 98	2,666 44
	8,823,442 65	4,656,333 65	4,753,042 95	4,653,718 59
	191,639 36	87,476 18	132,666 93	207,354 94
	9,015,082 01	4,743,809 83	4,885,709 88	4,861,073 53
	87,476 18	132,666 93	207,354 94	93,369 28
	8,927,605 83	4,611,142 90	4,678,354 94	4,720,647 74

Ajoutez : Paiements de mandats impayés au commencement de chaque année.....

	8,823,442 65	4,656,333 65	4,753,042 95	4,653,718 59
	191,639 36	87,476 18	132,666 93	207,354 94
	9,015,082 01	4,743,809 83	4,885,709 88	4,861,073 53
	87,476 18	132,666 93	207,354 94	93,369 28
	8,927,605 83	4,611,142 90	4,678,354 94	4,720,647 74

Déduisez : Mandats impayés à la fin de chaque année.....

	8,823,442 65	4,656,333 65	4,753,042 95	4,653,718 59
	191,639 36	87,476 18	132,666 93	207,354 94
	9,015,082 01	4,743,809 83	4,885,709 88	4,861,073 53
	87,476 18	132,666 93	207,354 94	93,369 28
	8,927,605 83	4,611,142 90	4,678,354 94	4,720,647 74

ETAT E.

RECETTES PROBABLES, 1904-1905

PUISSANCE DU CANADA :

Subsides en vertu de l'acte de l'A. B. du N.	\$ 959,252 80
Intérêts sur fonds en fidéi-commis.....	75,781 24
Subside spécial, 47 Viet., chap. 4.....	127,460 68
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Viet., chap. 8.....	119,700 00

\$1,282,194 72

INTÉRÊTS :

Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.....	320,000 00
Intérêts sur prêts et dépôts.....	11,000 00

331,000 00

TERRES, MINES ET PÊCHERIES.....

1,380,000 00

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE :

Timbres judiciaires.....	195,000 00
Honoraires judiciaires.....	10,000 00
Fonds de bâtieses et des jurés.....	30,000 00
Entretien des prisonniers.....	11,000 00
Gardes des prisons de Montréal et de Québec.	4,000 00
Prison de Montréal.....	2,000 00
Autres prisons—Gain des prisonniers.....	200 00
Palais de Justice de Montréal.....	4,000 00
Honoraires du grand connétable, Québec...	600 00

256,800 00

Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des régis- trateurs salariés).....	70,000 00
Licences.....	700,000 00
Taxes directes sur les corporations commerciales.....	260,000 00
Droits sur successions.....	280,000 00
Commissions sur honoraires d'officiers publics.....	6,500 00
do sur renouvellement d'hypothèques.....	100 00
Entretien des aliénés.....	90,000 00
do des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme.....	25,000 00
Législation.....	15,000 00
Gazette Officielle.....	18,000 00
Loyers d'édifices publics.....	1,400 00
Revenu casuel.....	9,000 00
Compagnies d'Assurances Provinciales, contributions.....	400 00
Contributions aux pensions, service civil.....	4,500 00
Prime, escompte et change.....	2,500 00
Taxes sur les subventions de chemins de fer.....	15,000 00

\$4,747,394

ÉTAT F.

DÉPENSES PROBABLES, 1904-1905

	\$	cts
Dette publique.....	1,609,475	65
Législation	216,340	70
Gouvernement civil.....	278,188	50
Administration de la justice.....	630,174	30
Instruction publique.....	483,460	00
Colonisation.....	140,500	00
Travaux Publics, (Ordinaire).....	\$122,204	69
do (Extraordinaire).....	52,023	18
	—————	174,227 87
Agriculture.....	285,350	00
Terres, Mines et Pêcheries.....	215,300	00
Asiles des aliénés.....	365,825	00
Ecoles d'industrie et de réforme.....	60,000	00
Institutions de bienfaisance.....	45,210	75
Charges sur le revenu.....	126,000	00
Services divers.....	103,800	00
	—————	4,733,852 77
Subventions de chemins de fer.....	74,746	41

2,194 72

31,000 00

80,000 00

56,800 00

70,000 00

00,000 00

60,000 00

80,000 00

6,500 00

100 00

90,000 00

25,000 00

15,000 00

18,000 00

1,400 00

9,000 00

400 00

4,500 00

2,500 00

15,000 00

747,394 72

ÉTAT G.

**ÉTAT APPROXIMATIF du passif et de l'actif de la Province
de Québec, au 30 juin 1903.**

PASSIF.

Dette consolidée telle qu'existant avant la conversion.....	\$33,114,217 33	
Augmentation du capital par conversion.....	1,743,526 83	
		<u>\$34,857,744 16</u>
Emprunt temporaire.....		700,000 00
Dépôts en fidé-commiss.....		368,984 95
Mandats impayés.....		145,022 52
Subventions en argent des chemins de fer, autorisées mais non encore dues.....	\$136,195 00	
Subventions en terres des chemins de fer, converties en argent, à 52½ cts. per acre, autorisées mais non encore dues.....		458,483 58
		<u>594,679 08</u>
Octroi pour le pont sur le fleuve St-Laurent, à Québec.....		160,000 00
Perte sur dépôt à la Banque d'Echange.....		25,218 75
Obligations du Palais de Justice de Québec.....		143,200 00
		<u>\$36,995,449 46</u>

ACTIF.

Partie du prix de ch. de fer Q. M. O. & O. déposé en banque.....	\$ 410,190 00	
Partie du prix de ch. de fer Q. M. O. & O. placé en \$29,000 d'obligations de la province de Québec, emprunt de 1878, achetée à 109%.....		31,610 00
Partie du prix de ch. de fer Q. M. O. & O. placé en obligations du palais de justice de Québec.....		143,200 00
Partie du prix de ch. de fer Q. M. O. & O. placé en obligations de la cité de Québec.....		15,000 00
Balance non payée du prix du chemin de fer Q. M. O. & O.....		7,000,000 00
		<u>7,600,000 00</u>
Fonds inscrits de 3%.....		132,634 78
Allocations de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral 47 Victoria, chapitre 8.....		2,394,000 00
Argent en banque.....		197,114 26
Coût de l'école Jacques Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété.....		5,391 11
Réclamation <i>in re</i> feu l'honorable Thomas McGreevy		100,000 00
Avance à divers.....		132,437 29
Palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16.....		143,200 00
		<u>10,704,777 43</u>
Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1903.....		<u>\$26,290,672 03</u>

